

APPROPRIATION



PERENNISATION

PROMOTION DE LA DURABILITE SOCIALE DE
LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION
AVEC LE REDUSO
1999 à 2004

Table des matières

Sigles et abréviations	3
Liste des figures	4
Introduction.....	5
1 Contexte.....	6
2 Rappel des éléments du cadre logique du projet.....	8
2.1 But	8
2.2 Les objectifs	8
2.3 Activités et démarche opérationnelle	8
3. Principales réalisations et résultats obtenus	9
3.1 Principales réalisations	9
3.1.1 Formations et Fora	9
3.2 Résultats	14
4. Difficultés rencontrées et leçons apprises	16
4.1 Difficultés rencontrées	16
4.2 Leçons apprises	18
5 Perspectives	19
Conclusion.....	19
Annexe : Liste bibliographique détaillée du REDUSO.....	21

Sigles et abréviations

ABN	Autorité du Bassin du Niger
BMZ	Ministère allemand de coopération
CBD	Convention on Biological Diversity
CCD	Convention de lutte Contre la Désertification
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
DSO	Durabilité Sociale
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel
GEF	Global Environmental Facility
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
LCD	Lutte Contre la Désertification
ONC	Organe National de Coordination
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAN	Plan d’Action National de lutte contre la désertification
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PASR	Plan d’Action Sous Régional de lutte contre la désertification
REDUSO	Renforcer la Durabilité Sociale des actions de lutte contre la désertification
UNCCD	United Nation Convention to Combat Desertification

Liste des figures

Figure 1	Zone d'intervention du REDUSO
Figure 2	Pertinence des thématiques par pays
Figure 3	Moyenne du taux de représentation par catégorie d'acteurs
Figure 4	Moyenne du taux de représentation par sexe
Figure 5	Niveau de réalisation des sessions et forums par rapport aux planifications annuelles
Figure 6	Evolution des dépenses sur le projet
Figure 7	Niveau d'exécution des dépenses par rapport aux planifications budgétaires (4 dernières années)

Introduction

Dans le cadre de son Initiative Globale Désertification, l'UICN, Union mondiale pour la nature, a initié en décembre 1998 et sur financement de la BMZ un projet intitulé REDUSO pour le '*Renforcement de la Durabilité Sociale des actions de lutte contre la désertification*'.

L'objectif de ce projet est d'induire des changements de modes d'agir au niveau des acteurs de lutte contre la désertification (promoteurs et gestionnaires de projets, qu'ils relèvent du secteur public ou privé, producteurs, ONG, services techniques, scientifiques, universitaires...) pour leur permettre de s'approprier certaines méthodes et techniques des sciences sociales et ainsi favoriser la durabilité des actions de lutte contre la désertification.

Ce projet qui couvre 8 pays de l'Afrique l'Ouest (fig 1) a connu une première extension d'une année (Janvier à Décembre 2003) après quatre (4) années de mise en œuvre (1999 à 2002). Une deuxième extension de six (6) mois (Janvier à Juin 2004) devait permettre d'achever les activités engagées et de clôturer le projet.

Le présent rapport vise à informer sur les résultats obtenus à l'issue des cinq années et demie de mise en œuvre du projet et à en tirer des leçons qui pourraient être prises en compte dans une suite éventuelle du projet ou dans le cadre d'une initiative similaire.

Il a été élaboré sur la base des différents rapports d'activités et de formation dans les différents pays d'intervention, ainsi que les rapports d'évaluation et autres interventions sur le projet.

Ce document s'articule autour des principaux points suivants :

- ?? Le premier point situe le contexte général relatif à la problématique de durabilité sociale, les principaux enjeux et la niche de l'UICN
- ?? Le deuxième point porte sur un rappel des éléments du cadre logique du projet
- ?? Le troisième point présente les principales réalisations et les résultats obtenus
- ?? Le quatrième point aborde les principales difficultés constatées dans la mise en œuvre du projet et les leçons apprises ;
- ?? Le cinquième point présente les perspectives et initiatives à renforcer



Figure 1 : Zone d'intervention du REDUSO

1 Contexte

La sévérité des conséquences de la sécheresse de 69-73 ont amené des changements significatifs dans la considération de la dégradation des terres comme l'une des causes du sous développement et de la famine, en particulier au Sahel. Ces changements ont été notamment portés par des institutions comme le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et par l'UICN qui ont œuvré avec, d'autres acteurs, à faire aboutir, conformément au consensus du Sommet sur le l'Environnement et le Développement de Rio de Janeiro de 1992, la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CCD).



En application des dispositions de la CCD, les Etats et les institutions régionales (CILSS et CEDEAO) se sont lancés dans l'élaboration de leur Plan d'Action National (PAN) ou sous régional (PASR) avec l'appui de l'ensemble des acteurs sociaux. En outre, la plupart des pays ont réalisé des investissements pour prévenir et maîtriser la dégradation des terres et gérer les ressources naturelles renouvelables. Des efforts financiers, techniques et humains ont été déployés pour arrêter l'érosion hydrique et éolienne, remodeler le paysage, protéger les berges des cours d'eau ... Cependant le phénomène de dégradation des terres n'a pas significativement reculé ; la tendance est plutôt négative.

« En effet, les résultats des projets de lutte contre la désertification entrepris depuis plus de quarante ans dans le Sahel ont été mitigés. Les causes des succès sont multiples et aussi variées que la diversité des cas de figure, chaque projet étant quasiment unique en son genre en ce qu'il a d'acteurs, de contexte et de contraintes spécifiques. Cependant, s'il y a une constante dans la plupart des projets mis en œuvre dans le Sahel, c'est probablement que la démarche technique, voire techniciste, a été privilégiée par rapport à l'approche sociale. »¹

L'implication des populations dans la gestion des ressources naturelles s'est alors avérée une préoccupation majeure de la plupart des conventions et accords environnementaux ou de développement durable. Pour la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification (CCD), adoptée en 1994 à Paris, l'enjeu principal est d'aider les populations touchées à développer des systèmes de production qui leur garantissent un développement durable. La CCD énonce un certain nombre de directives, qui s'apparentent aux principes du Développement Durable dans les zones sèches, et encourage les pays touchés signataires à « créer un "environnement porteur" susceptible de permettre aux populations locales elles-mêmes de mettre fin à ce processus de dégradation des terres. La création de cet environnement porteur nécessite des changements politiquement délicats comme la décentralisation accrue du pouvoir de décision, l'amélioration des régimes fonciers, et l'attribution d'un réel pouvoir aux femmes, aux cultivateurs et aux éleveurs ». (source : Secrétariat de la CCD. Fiche de présentation de la CCD).

Si la participation des populations dans la gestion des ressources naturelles est devenue une préoccupation majeure des parties prenantes dans la mise en œuvre de la CCD, l'application de ce précepte sur le terrain demeure ambiguë. Ainsi, les projets affichent souvent une participation de façade qui ne satisfait pas un grand nombre d'acteurs et ne parviennent pas à l'appropriation par les exploitants des terres des actions de lutte contre la désertification.

Et pourtant les enjeux en présence sont de taille. L'Afrique de l'Ouest, en effet, possède encore d'importantes ressources naturelles et bénéficie d'un capital humain dont les capacités se renforcent progressivement. Mais, en procédant à une brève rétrospective, on se rend compte que le mode de mise en valeur des ressources disponibles est en contradiction avec la capacité de régénération de celles-ci. La question centrale qui se pose aujourd'hui est la suivante : les sociétés d'Afrique de l'Ouest, du fait des déséquilibres structurels entre les populations et les ressources, arriveront-elles, avec le soutien de leurs partenaires, à élaborer des modes de mise en valeur des ressources naturelles en adéquation avec les données contemporaines de leur milieu ?

Il est tout aussi urgent de prendre conscience de l'importance de ces questions et de leur apporter un début de solution que d'appuyer les africains de l'Ouest dans la satisfaction de leurs besoins de première nécessité.

C'est dans ce contexte que l'UICN a lancé, en 1999, le projet "Renforcer la Durabilité Sociale des actions de lutte contre la désertification" (REDUSO) avec l'appui de la Coopération allemande (BMZ) pour faire de l'appropriation des actions, un objectif essentiel des projets et programmes de lutte contre la désertification menés dans la sous-région.

L'UICN, à travers l'initiative du REDUSO devait contribuer à la promotion du troisième pilier du développement durable souvent négligé (le social) (plan stratégique de l'UICN), en

¹ Manuel REDUSO, UICN, 2003.

aidant à prendre suffisamment conscience de la dimension sociale des questions liées à la LCD, à la conservation de la nature et de la biodiversité.

2 Rappel des éléments du cadre logique du projet

2.1 But

Renforcer les capacités des acteurs des programmes de LCD, de gestion des ressources naturelles, de conservation de la nature et de la biodiversité à intégrer les questions sociales dans leurs démarches, la conception et la mise en œuvre de leurs activités.

2.2 Les objectifs

1. Contribuer à l'échange d'expériences vivantes relatives à la prise en compte effective des questions sociales dans la conduite des activités de LCD, de gestion des ressources naturelles, de conservation de la biodiversité
2. Aider à l'analyse et à la compréhension de la dimension sociale des projets et programmes de LCD, à l'apprentissage de la négociation comme technique de conduite des activités de LCD, de gestion des ressources naturelles, de conservation de la biodiversité
3. Promouvoir une compréhension partagée des caractéristiques sociales de la sous-région ouest-africaine, de son évolution prévisible, en liaison avec la LCD, la gestion des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité.
4. Apporter un appui significatif aux organisations de producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc) pour leur contribution au processus des PAN et du PASR.

2.3 Activités et démarche opérationnelle

Dans sa conception le REDUSO est un projet de formation. Sur la base d'études de cas précis, en liaison étroite avec les sites des projets de l'UICN et autres parties intéressées, cette formation devait être dispensée aux cadres impliqués dans les activités de LCD.

Le projet devait également développer des actions d'échanges d'information et de communication sur les approches sociales adéquates pour une meilleure prise en compte de la dimension sociale dans les actions de LCD. A ce titre il est un cadre d'échanges d'expériences et d'informations à deux niveaux: le niveau national où les membres d'un même pays échangent sur les meilleures démarches d'implication des populations pour une appropriation et une pérennisation des initiatives de LCD. Au niveau international et régional, il est un cadre de concertation technique qui permet une synergie.

Le REDUSO devait adopter une démarche opérationnelle descendante qui va de la session régionale aux forums nationaux en passant par les sessions zonales. Cette démarche de mise en œuvre a pour avantage d'intégrer toutes les composantes (acteurs) des différents pays tout en tenant compte du Genre: décideurs politiques, décideurs sociaux, acteurs (techniciens, producteurs) et/ou élus locaux sur le terrain.

Pour la mise en œuvre de ces sessions de formation, le projet devait surtout faire appel à l'expertise des membres et partenaires pour partager avec eux les meilleures leçons de terrain,

capitaliser et situer les lacunes actuelles ainsi que les conditions de leur résorption. Plus qu'un programme de formation purement académique, ce processus devait être entièrement itératif et participatif, et se fonder sur les expériences propres des participants, pour développer autant que possible le champ de la communication et des échanges entre opérateurs et intervenants issus de différents horizons.

3. Principales réalisations et résultats obtenus

3.1 Principales réalisations

Les activités mises en œuvre se résument essentiellement à i) l'organisation de sessions de formations et animation de fora tant au niveau régional, zonal que national, ii) la publication et la diffusion d'un manuel de réflexion qui propose un certain nombre de démarches et d'outils à mettre en œuvre pour promouvoir la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification iii) la contribution du REDUSO à des initiatives sous-régionales et internationales.

3.1.1 Formations et Fora

Ils ont porté sur des questions sociologiques, relatives à la gestion des ressources naturelles, que les acteurs rencontrent dans leurs activités de LCD.

Une session régionale a été organisée au Burkina Faso (session régionale, Kamboinse, juillet 2000), et des sessions zonales au Mali (session zone Sahel Ouest, Bamako, décembre 2000) et au Sénégal (session zone côtière, La Somone, janvier 2002). En outre, des forums Nationaux ont eu lieu au Mali (à Mopti) et au Niger (Tahoua) Sénégal (Thiès), en Mauritanie (Rosso) et en Guinée Bissau au Burkina Faso (Kompienga Mars 2003), au Ghana (Tamalé, Juin 2003) et au Nigeria (Kano, Avril 2004).

Encadré : Principaux thèmes faisant l'objet des études de cas et modules de formation DSO

Orientations et stratégies de LCD pour un développement durable

Dimensions et approches socio-anthropologiques et culturelles

Dynamiques des systèmes de production et de renforcement de la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification

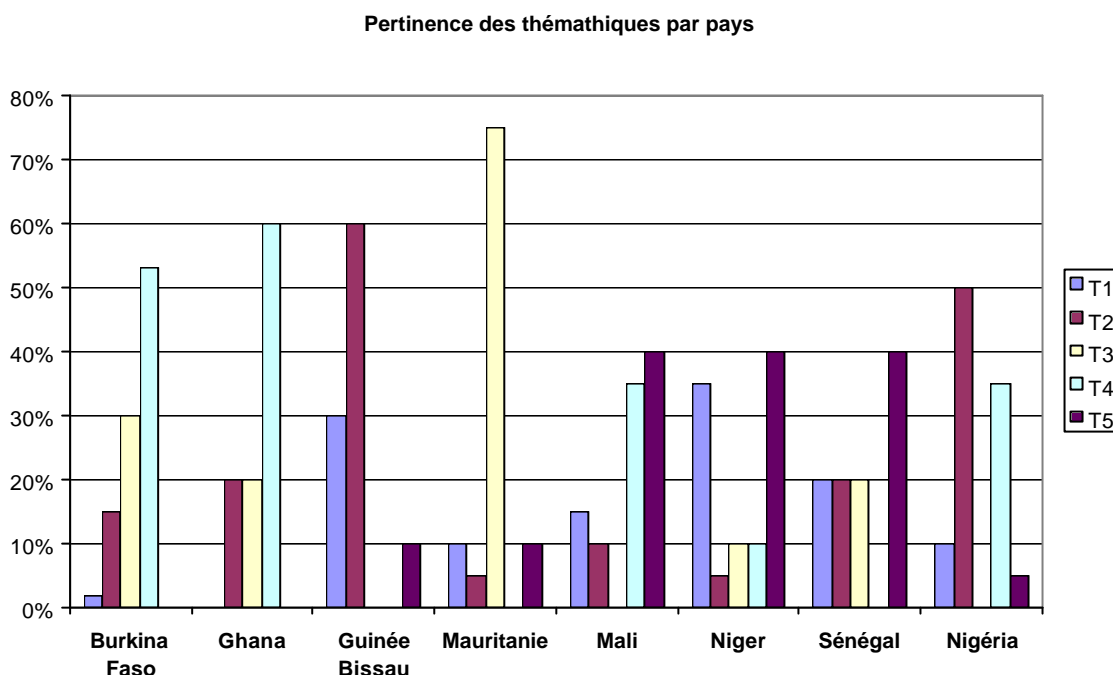
Problématique institutionnelle et juridique

Planification et gestion des actions de lutte contre la désertification

En fonction de la problématique de gestion des ressources naturelles dans chacun des pays concernés l'importance et la pertinence des thématiques discutées pouvait varier. Ainsi par

exemple, alors qu'au Burkina FASO l'accent était mis sur la problématique institutionnelle et juridique ou plus spécifiquement la mise en œuvre effective des dispositions légales et juridiques favorisant une meilleure implication des populations, au Ghana les préoccupations étaient beaucoup plus focalisées sur comment concilier les arrêtés municipaux (bylaws) avec la réglementation en vigueur en matière de gestion des ressources naturelles.

La figure n°2 donne une idée sur la pertinence des thématiques par pays.



T1 : Problématique institutionnelle et juridique

T2 : Dimensions et approches socio-anthropologiques et culturelles

T3 : Orientations et stratégies de LCD pour un développement durable

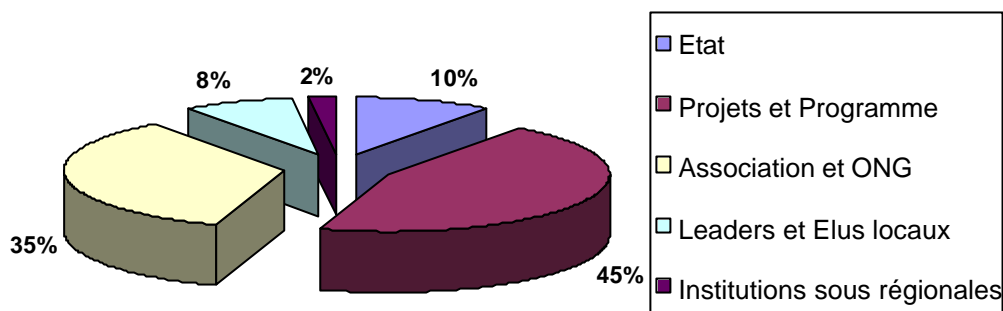
T4 : Dynamiques des systèmes de production et de renforcement de la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification

T5 : Planification et gestion des actions de lutte contre la désertification

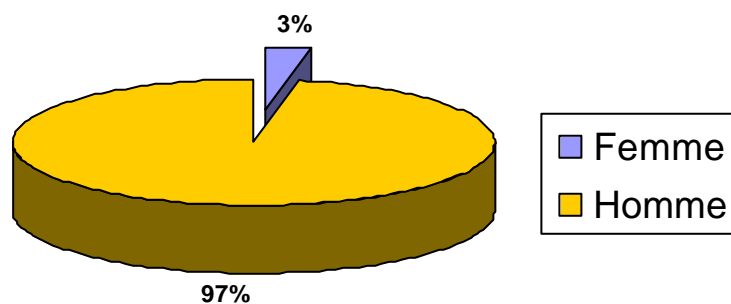
Les participants aux formations et fora étaient de catégories diverses et représentaient l'Etat à travers ses services techniques, la société civile (ONG et Associations), des leaders et élus locaux, des institutions sous-régionales et dans une moindre mesure des partenaires financiers.

Les figures n°3 et n°4 présentent respectivement le taux moyen de participation par catégorie d'acteurs, ainsi que et le taux moyen de participation par sexe.

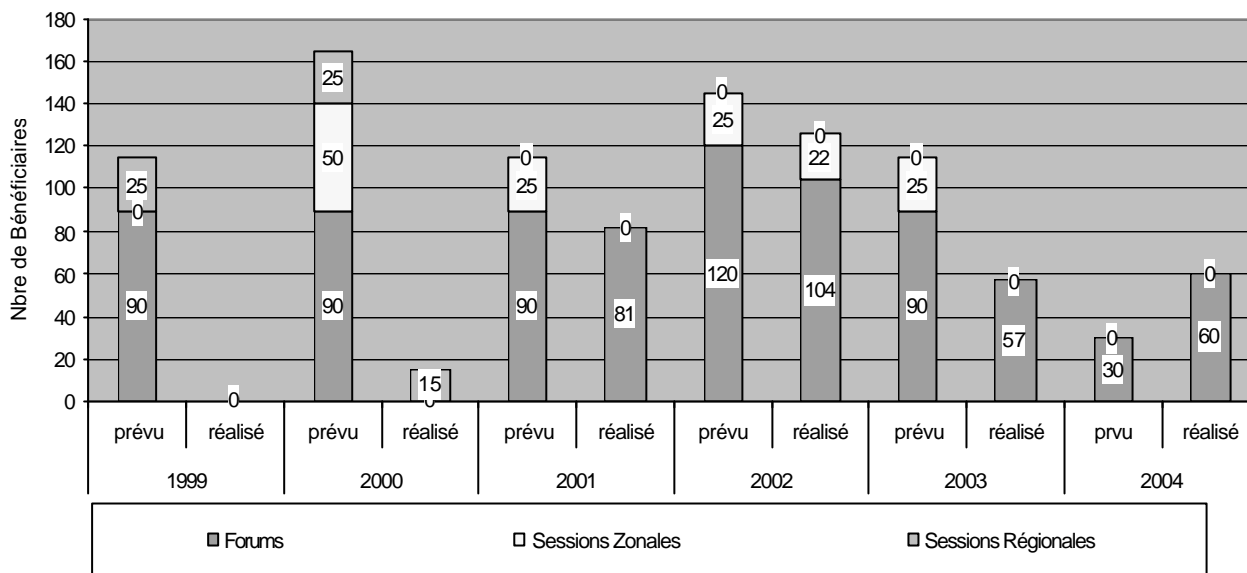
Moyenne du taux de représentation par catégorie d'acteurs



Moyenne du taux de représentation des acteurs par sexe



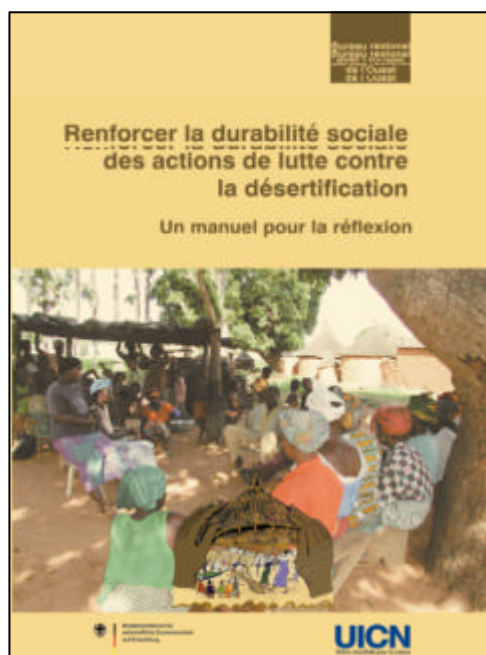
Au total, plus de Plus de 360 personnes ont bénéficié de formation sur l'utilisation de concepts des sciences sociales et des outils pour une meilleure prise en compte de la dimension sociale dans la gestion des ressources naturelles. La figure n°5 présente le niveau de réalisation des sessions et forums par rapport aux programmations annuelles.



La publication du manuel REDUSO, qui n’était pas budgétisée, a été privilégiée dans les dépenses de l’année 2003 et a conduit à un report de la session de la zone du golfe de Guinée (Ghana, Nigeria). Cependant, sur les trois (3) forums nationaux prévus respectivement au Burkina Faso, Ghana et Nigeria, les deux (2) premiers ont été réalisés au cours de l’année, tandis que celle du Nigeria n’a pu se réaliser qu’au cours de l’année suivante, soit en 2004.

3.1.2 Manuel de réflexion pour le renforcement de la durabilité sociale

L’élaboration du manuel est l’aboutissement de quatre années (1999/2002) de réflexion et d’échanges sur des démarches et outils utilisés pour favoriser une meilleure implication des communautés à la base dans la LCD. L’expérience se base sur des travaux tests effectués dans sept pays d’Afrique de l’Ouest (Burkina Faso, Ghana, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal)

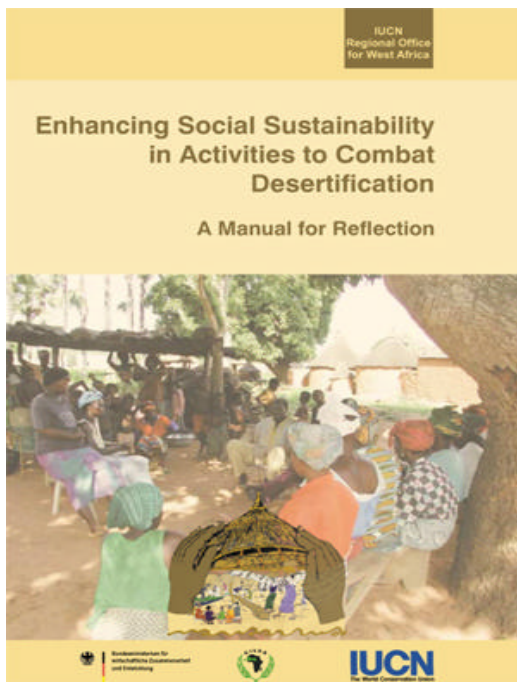


A travers ce manuel, les deux partenaires UICN et CILSS ont l’ambition de pousser plus loin la réflexion en matière d’approche de lutte contre la désertification à la lumière des résultats pour le moins mitigés produits par plus de quarante ans d’exécution des projets de lutte contre la désertification dans le Sahel. Renvoyant constamment le lecteur à la dimension sociale dans les initiatives de lutte contre la désertification ou plus généralement, de la gestion durable des ressources naturelles en milieux arides, semi-arides ou sub-humides, ce manuel invite en permanence à une remise en cause de tous les acteurs

impliqués : techniciens concepteurs de projets et programmes de lutte contre la désertification, mais aussi les communautés à la base en vue de susciter un changement de comportement favorable à la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification.



Lancement officiel en Mai 2004 du manuel REDUSO par son excellence le Ministre Burkinabé de l'Environnement et du cadre de vie au Centre. A gauche, son excellence l'Ambassadeur d'Allemagne au Burkina ; A droite, le Directeur régional de l'IUCN.



Le manuel a été conçu selon une démarche analytique à trois dimensions. Dans sa première partie, essentiellement basée sur le transfert de techniques, il fait une analyse critique des démarches d'intervention qui ont évolué des approches trop technicistes aux approches dites « participatives ». La deuxième partie du manuel analyse les évolutions du cadre juridico-institutionnel pour mieux apprécier les facteurs qui ont influencé la durabilité des actions de lutte contre la désertification tandis que la troisième et dernière partie valorise les acquis et enseignements et tente de jeter une passerelle entre approches techniques et participatives. A cet effet, il propose des démarches et outils pouvant contribuer à une meilleure appropriation des actions mises en œuvre.

Le manuel est destiné aux responsables et agents des actions de terrain. Ils y trouveront un peu de recul par rapport à la quotidienneté de leurs actions, mais aussi des instruments ainsi que des connaissances techniques et méthodologiques qui leur permettront d'améliorer leurs pratiques. Sont également visés par le manuel les décideurs et responsables de la définition, la formulation, la planification et l'animation des politiques et programmes de lutte contre la désertification de même que leurs partenaires financiers et techniques sans oublier les chercheurs et les formateurs dans les écoles spécialisées en sciences appliquées de l'environnement et du développement. Au-delà,

l'ouvrage du REDUSO se veut un outil méthodologique au service de tous les acteurs du développement, tous ceux qui ont le souci de « **mieux conserver pour mieux produire, mieux produire pour améliorer les conditions de vie des populations du Sahel** ».

3.2 Résultats

A l'issue de l'évaluation de la première phase du projet (en Août 2003) ainsi que les réalisations effectuées par la suite on peut retenir les résultats suivants :

† Au plan de la compréhension du concept REDUSO et des changements induits le projet REDUSO a permis :

- ☞ D'analyser les approches actuelles de lutte contre la désertification et de relancer la réflexion sur le concept de durabilité sociale des projets au niveau d'un grand nombre d'acteurs (personnel de projets, de services techniques, d'ONG, d'OP, universitaires....)
- ☞ De mettre en évidence la nécessité de promouvoir les approches favorisant la responsabilisation réelle des acteurs de terrain à tous les niveaux (politique et cycles de projet/programmes)
- ☞ D'identifier des expériences réussies susceptibles de servir d'exemple
- ☞ De publier un manuel de réflexion pour les techniciens et les concepteurs, qui propose un certain nombre de démarches et d'outils à mettre en œuvre pour promouvoir la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification.
- ☞ De susciter chez de nombreux partenaires à travers l'Afrique de l'Ouest (réseaux, institutions nationales et sous-régionales, gestionnaires de projets...) le besoin d'élargir l'éventail de leurs préoccupations et d'améliorer leurs méthodes de travail.

† Au plan de la promotion du dialogue entre les divers acteurs

Le REDUSO a réussi à réunir autour de la thématique de durabilité sociale, une large gamme d'acteurs d'horizon divers vivant des expériences différentes en matière de lutte contre la désertification et plus globalement de développement durable. Les sessions de formation et les fora avaient, pour la plupart, offert l'opportunité d'expression diversifiée ; décideurs et agents de terrain et/ou représentants des communautés à la base ont eu l'occasion d'échanger et de parvenir à identifier des lacunes dans leurs modes d'agir et qui expliquaient le défaut d'appropriation des actions entreprises jusque là.

† Au plan de l'influence de politique, on peut évoquer deux points importants dans les résultats obtenus du projet REDUSO :

A travers leur collaboration sur le REDUSO, l'UICN et le CILSS ont concrétisé leur accord de collaboration. L'implication et l'appropriation du REDUSO par le CILSS et l'UEMOA ont conduit au développement d'un partenariat avec les deux institutions pour l'initiation et la mise en œuvre d'une seconde phase du REDUSO. Cette alliance stratégique augure d'une meilleure internalisation de la durabilité sociale dans les politiques, programmes régionaux et nationaux et sous-régionales et nationales. En effet le CILSS est l'un des points focaux de la CCD pour la région ouest africaine et chargé, avec la CEDEAO de l'élaboration et de la mise en œuvre du Projet d'Action Sous Régional (PASR) en Afrique de l'Ouest et au Tchad. Quant

à l'UEMOA, de part son mandat, il peut définir, par voie de règlements, directives et /ou de décisions, des actions communes favorisant la promotion de la durabilité sociale des actions de gestion des ressources naturelles dans la région.

L'initiative en cours de développement sur l'introduction d'un module DSO dans le cursus des enseignements supérieurs spécialisés sur les questions environnementales (Burkina Faso, Ghana) influence positivement les politiques dans le domaine précis de l'éducation. Elle permet de créer des conditions favorables pour que les futurs acteurs de LCD et GRN que sont les étudiants puissent s'investir aisément dans une gestion socialement durable des ressources naturelles de leurs milieux.

† Au plan de la visibilité du REDUSO

L'expérience de l'UICN en matière de durabilité sociale est connue par un public de plus en plus grand. L'organisation du side-event à la Havane (COP6), de stand à Bamako (PRAIA+9), le vernissage du manuel REDUSO à Noukchott (réunion ordinaire des ministres du CILSS), la présentation du manuel à Ouagadougou, la diffusion du manuel sur le site web et le knowledge network de l'UICN, sont autant d'occasions et de canaux qui ont permis de rendre visible le REDUSO. Il faut signaler que la pertinence de la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification et la qualité de la publication ont suscité le choix de « la dimension sociale et la désertification » comme thème de la conférence organisée dans le cadre de la célébration de la 10^e Journée mondiale de la lutte contre la désertification, organisée par le ministère de l'Environnement. Cette conférence coanimée par le Directeur National de l'UICN Burkina Faso fut également l'occasion de la présentation de la publication aux participants.

† Au plan du développement de partenariat

La présentation du REDUSO aux diverses occasions a suscité un intérêt d'acteurs à s'intéresser au projet pour le développement d'un partenariat. Au nombre de ces acteurs figure l'institution SOS-Sahel Niger qui, suite à la conférence de Bamako, a manifesté un grand intérêt à être un partenaire technique du REDUSO dans le cadre d'une nouvelle phase. Cette institution, croit avoir les idées à partager et beaucoup à gagner d'une telle collaboration.

Le partenariat initié avec l'ONC Ghanéen à travers « Environmental Protection Agency » dans le cadre de la relecture du PAN/LCD et de l'opportunité de l'élaboration d'un document annexe pour la promotion des approches sociales dans la mise en œuvre du PAN/LCD et qui devra se renforcer, contribuera non seulement à la promotion de la DSO au Ghana.

S'il est vrai que l'UICN a conclu un accord de collaboration avec l'UEMOA et le CILSS, le REDUSO a été un bon cadre de concrétisation de cet accord.

L'implication de l'UICN comme personne-ressources à la formation, organisée par l'IEPF en collaboration le PNUD-GEF sur la formulation de projets de lutte contre la désertification et sur le mécanisme de financement FEM sur la gestion durables des terres a permis aux pays signataires ayant pris part à la formation de s'informer sur la DSO et de disposer d'éléments importants à prendre en compte dans l'élaboration des projets à soumettre au FEM.

4. Difficultés rencontrées et leçons apprises

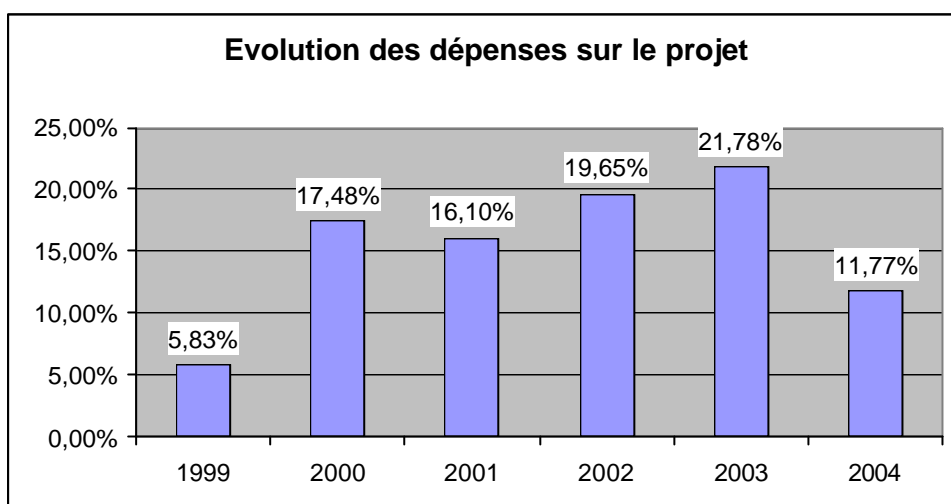
4.1 Difficultés rencontrées

La difficulté majeure rencontrée dans la mise en œuvre du projet est d'ordre méthodologique. Il était en effet difficile au départ de prétendre à une formation sans une base technique de référence. Ainsi les sessions prenaient assez souvent la forme de forum de discussion sans un apport fiable en terme de renforcement de capacités. Plus concrètement, cette difficulté d'ordre méthodologique se traduisaient par les faits suivants :

- ?? **La nature des sessions organisées n'étaient pas claire au départ :** S'agissait-il de Formation , de Forum de discussion ou cadre d'échanges ? Il était en tout cas difficile pour les participants de faire le point non seulement de ce qu'ils avaient retenu, mais aussi de ce que ces sessions pouvaient leur apporter dans l'amélioration de leur pratiques.
- ?? **La structuration des études de cas n'était pas appropriée pour un renforcement d'expertise :** les études de cas devaient servir de porte d'entrée pour bâtir des connaissances ou formuler des leçons apprises en vue de la promotion de la DSO. Malheureusement, les études de cas utilisées dans le cadre des formations REDUSO au cours des deux premières années du projet mettaient rarement en exergue les leçons apprises et partant ne pouvaient faire un lien avec les principes de durabilité sociale.
- ?? **Le contenu du message sur la DSO n'était pas facile à cerner avant la conception du manuel :** Avant la publication du manuel REDUSO, il n'était pas aisé de donner un contenu clair aux messages à passer en en vue de la promotion de la DSO. Aucun module de formation ne faisait référence aux « méthodes et techniques des sciences sociales » encore moins à une « démarche analytique de la durabilité sociale propre au REDUSO ». En conséquence les acteurs avaient du mal à cerner l'apport novateur du projet en terme de renforcement de capacités et d'expertise.

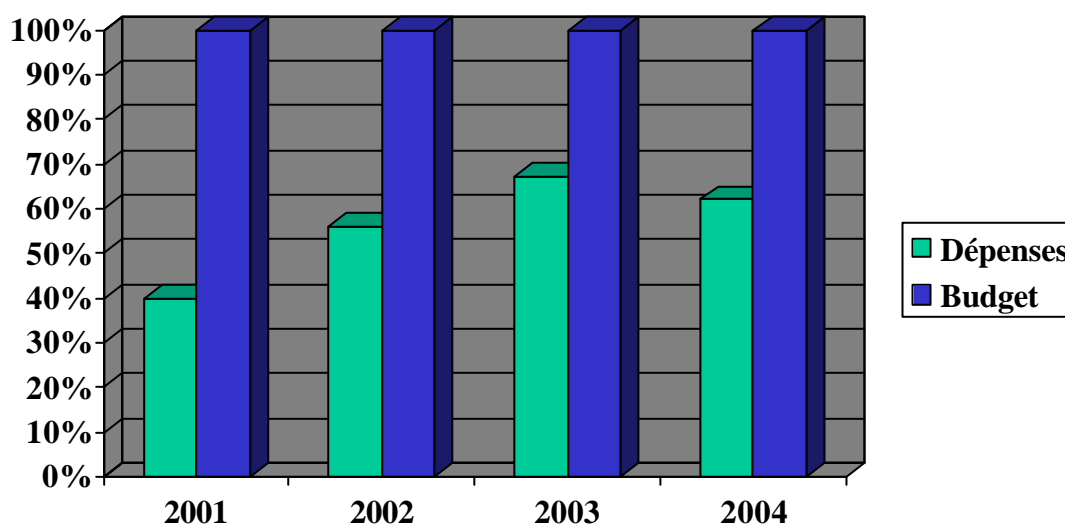
Cette difficulté majeure d'ordre méthodologique a été surmontée avec le processus de d'élaboration du manuel, qui sans dire son nom, a été un processus de formation des acteurs impliqués et a donné une meilleure vision plus claire à la démarche du REDUSO.

A la difficulté mentionnée plus haut s'ajoutent les changements successifs de responsables à la tête du projet, et les reports fréquents d'activités ayant souvent conduit à des réadaptations au niveau des affectations budgétaires. En conséquence le niveau des dépenses était très modeste au cours des trois premières années de mise en œuvre du projet (voir figure n°6).



L'amélioration de la consommation budgétaire s'est amorcée à partir de l'année 2002 et s'est renforcée en 2003 avec la publication du manuel qui a permis d'avoir une idée plus claire de la démarche du projet. Malheureusement la clôture du projet était prévue pour la fin de cette même année et il fallait éviter d'engager des activités qui n'auraient pas la chance d'être achevées. Le niveau de dépenses de l'année 2004 (un seul semestre) bien que faible sur la figure fait transparaître pourtant beaucoup plus de réalisme dans la planification budgétaire. La figure n°7 présente le niveau d'exécution des dépenses par rapport aux planifications budgétaires sur les quatre dernières (4) années.

**Figure n°7 : Niveau d'exécution des dépenses par rapport
aux planifications budgétaires
(4 dernières années)**



Une autre difficulté non moins importante est le fait que les réseaux mis en place n'ont pas fonctionné. Ces réseaux d'Experts, mis en place à l'issue des sessions de formation devaient servir de relais pour l'extension du processus aux acteurs locaux à travers les forums par pays ou par région traitant des questions qui leur sont particulièrement chères en matière de lutte contre la désertification.

L'idée de faire la promotion d'actions innovantes de LCD, GRN et CBD a effectivement séduit les participants et les a motivé jusqu'à élaborer un plan d'action. Cependant, l'absence d'un mécanisme susceptible d'assurer une durabilité de ces réseaux n'a pas permis l'évolution de cette initiative.

Enfin les ressources humaines étaient insuffisantes pour l'envergure du projet. En effet, Il n'était pas aisée pour une équipe constituée de deux personnes (un chargé de projet et d'un assistant) de prétendre garantir un impact réel du projet dans huit (8) pays de l'Afrique de l'Ouest pour ce temps qu'à duré le REDUSO. Aussi les formations et forums organisées une seule fois par pays ne pouvait permettre de cerner le concept de durabilité sociale qui reste un concept complexe intègre de nombreux défis.

4.2 Leçons apprises

Au vue de ce qui précède on peut tirer un certain nombre de leçons.

Il aurait fallu plus de réalisme dans la circonscription de la zone d'intervention et la composition de l'équipe du projet en vue d'assurer un impact réel du projet.

Les principes et indicateurs/critères de DSO devraient faire l'objet de consensus au niveau des acteurs dès le démarrage de la seconde phase. C'est en effet sur cette base qu'il est possible pour les différents acteurs de convenir d'une grille de lecture s'inspirant au mieux du manuel REDUSO, pour identifier les lacunes en matière de DSO.

S'il est vrai qu'une meilleure diffusion des résultats du REDUSO ne peut se faire en dehors des réseaux, il est nécessaire de mener des réflexions approfondies sur le type de collaboration qui contribuera à une pérennisation aisée des acquis du projet. Autant que faire se peut il serait recommandable de composer avec les réseaux opérant déjà sur la LCD/GRN, plutôt que de mettre en place de nouveaux réseaux.

Le REDUSO devrait pleinement jouer un rôle de facilitation et d'appui complémentaire et non pas concurrentiel par rapport aux initiatives déjà existantes, notamment à travers les centres de formation, les projets et programmes spécifiques soutenus par différents donateurs de la sous-région. Dans ce sens, l'idée d'introduire un module DSO dans le cursus des écoles spécialisées dans les questions de gestion des ressources naturelles est à renforcer.

Des mécanismes devront être recherchés pour contourner les difficultés qui persistent dans l'implication des acteurs importants dans la promotion de la DSO tels que l'ONC.

La DSO n'interpelle **pas que** les ministères de l'Environnement même si le but est d'améliorer l'état des ressources naturelles. Elle s'applique à toute opération de développement basée sur une gestion communautaire ou partagée de ressources naturelles communes. Ces ressources peuvent être en partie ou en totalité des écosystèmes forestiers, des bassins versants, des espaces pastoraux, des aménagements hydro-agricoles ou des plans d'eau (mares, rivières, fleuves). Elles peuvent être utilisées à des fins économiques, écologiques, sociales ou culturelles. Cela importe peu ! Ce qui prime c'est la nécessaire entente entre les acteurs qui ont un usage complémentaire ou concurrentiel des terres, des eaux et de la diversité biologique qu'ils ont en commun. Le but est de disposer d'un capital humain qui assure un partage plus équitable améliore substantiellement l'accès aux richesses.

5 Perspectives

La phase suivante à amorcer après une prise de conscience des acteurs sur la nécessité d'assurer la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification est la phase du « **comment faire** ». Autrement dit il est question de concentrer les efforts sur la mise à disposition d'outils appropriés pour assurer la durabilité sociale à long terme. Ceci passe dans un premier temps par l'identification des besoins au moyen de la grille de lecture qui puise l'essentiel de son contenu dans le document de référence qu'est le manuel REDUSO.

Le consensus à rechercher sur les critères et indicateurs de la DSO est indispensable et contribuera à une appropriation du nouveau projet par les acteurs impliqués. En outre Ces critères et indicateurs de DSO permettront de constituer des données de références qui rendront aisé l'évaluation des progrès en matière de DSO.

Tout en formant les acteurs impliqués sur les bonnes pratiques, la promotion de la DSO devra se faire à travers le lobbying et le plaidoyer aussi bien au niveau national, régional qu'international, en collaboration avec les institutions compétentes.

Le partenariat déjà engagé entre l'UICN, le CILSS et l'UEMOA devrait se poursuivre et se renforcer en particulier pour la mise en œuvre du PASR porté conjointement par le CILSS et la CEDEAO. Cet objectif de lobbying et de plaidoyer devra impliquer des groupes cibles plus élargis au niveau de la région. Ainsi à travers son dispositif d'intervention, le BRAO pourrait favoriser le développement de relations plus étroites pour faire connaître la démarche REDUSO au niveau des organisations inter-gouvernementales en particulier la CEDEAO, l'ABN, l'OMVS.... Dont des responsabilités ont reconnues dans la gestion des ressources naturelles.

Au niveau des pays, les relations devront être plus étroites avec les ONC qui peuvent être des alliés stratégiques de l'UICN dans la promotion de la durabilité sociale. A partir des ONC, il est parfaitement possible non seulement de démultiplier le message mais aussi de disposer d'informations utiles à la fois pour affiner la démarche et pour observer le respect des principes de la durabilité sociale.

Conclusion

Le projet REDUSO a eu le grand mérite d'avoir pu mettre en évidence la nécessité de promouvoir les approches favorisant la responsabilisation réelle des acteurs de terrain et d'avoir suscité chez de nombreux partenaires à travers l'Afrique de l'Ouest le besoin d'élargir l'éventail de leurs préoccupations et d'améliorer leurs méthodes de travail. Malheureusement, il n'a pas pu aller plus loin pour permettre à ces acteurs d'acquérir des connaissances et de renforcer leur expertise sur le concept de durabilité sociale.

Le manuel REDUSO qui aurait pu servir de base technique fiable et qui devrait permettre à ce projet de « Formation » d'atteindre ses objectifs, est malheureusement publié vers la fin du projet. C'est pourquoi il est indispensable de mettre en œuvre une seconde phase pour répondre aux attentes des partenaires et acteurs de la lutte contre la désertification qui, à présent conscients de leurs lacunes, souhaitent disposer d'outils pour « **changer leur mode**

d'agir » pour le renforcement de la durabilité sociale des actions de gestion des ressources naturelles.

Annexe : Liste bibliographique détaillée du REDUSO

N° d'ordre	Intitulé	Date/Période	Auteurs
1	Compte rendu des travaux du Comité Scientifique et Technique pour l'amélioration du manuel REDUSO	Mai 2003	Juliette K BIAO et Jean-Jacques NDUITA
2	Document de présentation du REDUSO	1999	Arzika M. SANNI
	Deuxième session de formation des cadres (Bamako-Mali) Guide de la session	Décembre 2000	
3	Etude de cas : Gestion alternative des conflits		
4	Etude de cas : Gestion des catastrophes naturelles et prévention des conflits. Cas de la réserve de Biosphère de la boucle du Baoulé	Décembre 2000	Nomoko MORIBA
5	Document de projet REDUSO (phase 1)	Août 1998	
6	Etude de cas : Genre et durabilité sociale de la lutte contre la désertification	Juillet 2000	Zéneb TOURE
7	Etude de cas : Genre et durabilité sociale de la lutte contre la désertification	Décembre 2000	Serge GUERO
8	Etude du cas de Tiguent- Mauritanie		Réseau REDUSO
9	Etude de cas: The implementation of the UNCCD in Ghana: Strengths, weaknesses and lessons learnt	Juin 2003	Zenabu Wasi
10	Etude de cas : Policy and legislative framework to combat desertification in Ghana	Juin 2003	Tabi AGYARKO
11	Etude de cas : Participatory approach at combating desertification- Ghana experience	Juin 2003	Isaac K. ABEBRESE
12	Etude de cas : Education and Communication to combat desertification	Juin 2003	Olivia AGBEYENGA
13	Etude de cas : Bush burning-The success story of Goziir (Ghana)	Juin 2003	Dominic.B. ZINIYEL
14	Etude de cas: Community forestry in Ghana: Approaches and lessons	Juin 2003	Osei WUSU
15	Etude de cas : Land management and conflict resolution in Ghana : Challenges and lessons	Juin 2003	B.S Nyari
16	Etude de cas : Combating Desertification and Social Sustainability	Avril 2004	Dr. H H Bdliya
17	Etude de cas : The Socio-Economic Sustainability of Combating Desertification in Nigeria:	Avril 2004	Engr. Isa Usman E..
18	Etude de cas : Implementation of NAP/UNCCD In Nigeria ;		Dr. B. Hassan

19	Finalisation de modules de formation et proposition d'organisation d'un cours régional du REUDO	-	Seïdou KANE
20	Formation des cadres du Mali, du Niger et du Burkina Faso sur la Durabilité sociale	4 au 16 Décembre 2000	
21	Forum de la Mauritanie- Guide de la session	Avril 2002	Moussa batchili BA
22	Forum de la Mauritanie- Support du module 3		
23	Forum national de la Mauritanie- Rapport général	Mai 2002	
24	Forum national des acteurs locaux (Tahoua-Niger)	6 au 14 Août 2001	
25	Forum national de la Guinée-Bissau	10 au 15 Septembre 2002	
26	Forum national du Sénégal	23-28 Septembre 2002	
27	Les 5 modules de formation REDUSO		
28	National forum report –Tamale (Ghana)	June 2003	
29	National forum report- Kano (Nigeria)	April 2004	
30	Note contributive à la rédaction d'un guide pour le REDUSO		Moussa batchili BA
31	Manuel pour le renforcement de la durabilité sociale dans les actions de lutte contre la désertification	2002	Ismaël Kanté, Saïdou Kane, Boubacar OUEDRAOGO
32	Première session de formation des formateurs (Kamboinsé-Burkina Faso) Rapport général	11 au 27 Juillet 2000	
33	Programme de formation des formateurs du REDUSO : Sous-Module 5 :Dimension sociale dans la planification et la gestion des projets	Juillet2000	
34	Proposition pour le développement d'un réseau	-	Moussa batchili BA
35	Proposition de reorganization des sessions de formation REDUSO		Moussa batchili BA
36	Rapport du forum national du Burkina Faso (Kompienga)	Mars 2003	
37	Rapport annuel d'activités 1999	1999	
38	Rapport annuel d'activités 2000	2000	
39	Rapport annuel d'activités 2001	2001	
40	Rapport d'évaluation externe phase 1 REDUSO	Août 2003	Mohamadou I. MAGHA et Gervais SOMDA
41	Rapport annuel d'activités 2002	Février 2003	
42	Rapport annuel d'activités 2003	Décembre 2003	
43	Rapport semestriel d'activités 2004	Juillet 2004	
44	Rapport d'étape des foras nationaux du		

	Mali et du Niger		
45	Rapport de la session de formation du 1 ^{er} Forum (Gabù- Guinée Bissau)	Septembre 2002	
46	Rapport final du forum nationl des acteurs locaux sur la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification (Mopti-Mali)	Juin 2001	
47	Rapport final du forum national des acteurs locaux sur la durabilité sociale des actions de lutte contre la désertification	23 Février au 1 ^{er} Mars 2003	Yacouba SANOU
48	Rapport Forum du Mali	13-21 Juin 2001	
49	Rapport de la Session de formation zone côtière (Sénégal, Mauritanie, Guinée Bissau) – Guide de la session	Janvier 2002	Hamado OUEDRAOGO
50	Résumé du rapport « Séminaire de Kamboise-Burkina Faso »	Juillet 2002	
51	Session de formation zone côtière (Guinée Bissau-Mauritanie-Sénégal)- La Somone	Janvier 2002	
52	Session de formation zone côtière (Guinée Bissau-Mauritanie-Sénégal) Rapport général	Février 2002	
53	Sinopsis de formation REDUSO		Equipe REDUSO
54	Sinopsis des sessions de formation zonale		
55	Support de formation du module 2 : Introduction à la MARP	Avril 2002	Moussa batchili BA
56	Synthèse Rapport forum Guinée Bissau	Septembre 2002	Hamado Ouédraogo